

LA RUSSIE DANS LES BRICS

UNE EMERGENCE VENUE DU FROID

PAR

HENRI LEVAL (*)

Quand Jim O'Neill, de Goldman Sachs, rédige, le 30 novembre 2001, une note de conjoncture intitulée « Building better global economic BRICs », il est loin de se douter du succès qu'aura l'acronyme qu'il crée. Sa note est effectivement un plaidoyer pour rationaliser la représentation de l'Euroland au sein du G7, assorti de la suggestion de faire, dans ce qui deviendrait alors un G5, de la place pour le BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) et donner ainsi naissance à un « G9 ». En réalité, si la gouvernance mondiale a bien « entendu » la cause de l'élargissement du G7 – déjà ouvert en 1998 à la Russie sous la forme du G7+1 –, c'est le format large du G20 qui va prospérer. Pratiqué depuis 1999, il deviendra, vite, lui, l'enceinte de référence pour faire participer aux décisions monétaires mondiales une série de pays en voie de développement devenus, par leur démographie et leur accès au marché mondial, des grands dont la voix compte. Sur la scène politique internationale, la notion de BRIC, puis celle de BRICS – avec l'incorporation de l'Afrique du Sud à partir du Sommet de Shanghai en 2011 – va en revanche être longue à mûrir : ce n'est qu'en 2009, à Ekaterinbourg, qu'a lieu le 1^{er} Sommet du BRIC.

Le BRIC a donc une nature « mixte » : proposée par un analyste financier sur la base des performances de croissance constatées de ces émergents, l'association suggérée a aussi pour but l'incorporation de nouveaux entrants au sein du premier cercle de concertation économique internationale, afin de le rendre plus efficace ; la notion est instrumentalisée, ensuite, avec un certain retard, sur le terrain opérationnel, par les intéressés, qui cherchent à faire entendre une voix spécifique face à un ordre international perçu comme fortement américanisé.

Si, en 2001, pour O'Neill, la Chine est « *l'émergent parfait* » (2^e PNB mondial en mode de calcul PPP), des trois autres, la Russie lui paraît venir juste après, car, « *outré d'autres atouts, elle est un exportateur majeur de pétrole* », le Brésil ayant, selon l'auteur, un degré de légitimité équivalent à la Russie (taille de son économie dans le sous-continent, proximité culturelle d'avec l'Europe et les Etats-Unis).

(*) Diplomate français. Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur.

Il est clair aujourd'hui, après la crise financière de 2008 et alors que l'ensemble de la planète traverse une crise de ralentissement économique et dépressive sans précédent, que la notion d'« émergent économique » a souffert, voire est battue en brèche. Cela, alors même que demeure un différentiel de croissance significatif entre les émergents et la zone occidentale. A l'inverse, sur la scène internationale, la notion de pays émergent est bien ancrée et semble avoir un bel avenir devant elle : elle organise les réflexions des acteurs, émergents d'un côté, pays développés occidentaux de l'autre. Dans ce contexte, une réflexion sur la Russie en tant qu'émergent doit se faire avec, à l'arrière-plan, cette double perspective : émergence économique, émergence politique.

L'EMERGENCE ECONOMIQUE : DE QUOI PARLE-T-ON ?

La notion d'« émergence économique » renvoie tout d'abord à une mesure. Sans s'appesantir ici sur les méthodes de calcul, il est significatif que le phénomène de l'émergence économique soit apparu d'autant plus nettement à partir du moment où les analystes financiers ont résolu de recourir au calcul du PNB par la méthode dite PPP, de parité de pouvoir d'achat, qui aboutit à redresser les effets de variation du taux de change. Si les PNB et PNB/PPP sont sensiblement de même ordre pour les pays du G7, pour les pays extérieurs à cet ensemble, le PNB/PPP fait remonter sensiblement la valeur du PNB de la Russie : ainsi, en 2000, le calcul du PNB de la Russie en prix courants fait apparaître que son PNB occupe 0,82 % du PNB mondial calculé selon la même méthode ; si on passe à la méthode de parité de pouvoir d'achat, le PNB de la Russie passe à 2,70 % du PNB mondial – tandis que le PNB des Etats-Unis rétrograde, lui, en pourcentage de ce même PNB mondial, de 33,13 % à 23,98 % !

Le tableau ci-dessous montre le facteur de valorisation du PNB pour les quatre BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) initiaux. On portera tout particulièrement attention à la sommation des 4 PNB/PPP des BRIC (23,27 % !) comparée à la sommation des quatre PNB calculés selon la méthode courante (7,95 %).

**Tableau 1 : comparaison des PNB selon le mode de calcul
(chiffres de 2000)**

	Poids du PNB/PPP en % (1)	Poids du PNB en % (2)	Ratio (1/2)
Chine	12.59	3.59	3.51
Inde	5.06	1.58	3.20
Brésil	2.92	1.96	1.49
Russie	2.70	0.82	3.29
TOTAL	23.27	7.95	

Source : Goldman Sachs, *Global Economics Paper*, n° 66, 2001.

Sur la période récente (10-15 dernières années), la notion d'« émergence économique » renvoie à des performances significatives en termes de hausses, suivies de la productivité du travail, qui est un facteur-clef de la croissance.

Quelques commentaires à ce sujet : les BRIC ont pu se détacher du reste des pays en développement parce qu'ils se sont intégrés dans un « club de convergence » ayant en commun des performances en matière d'épargne, de dépenses d'éducation et de R&D proches des pays développés (*cf.* le tableau suivant). Or, s'ils ne permettent pas forcément de rattraper le taux de croissance du pays leader, ces investissements en capital physique et humain permettent de rejoindre les niveaux de productivité globale des facteurs du pays leader (1).

Tableau 2 : paramètres structurels de l'économie (en % du PIB)

	Chine	Brésil	Russie	Inde	France	Allemagne
Epargne	44	17	28,5	28	20	22
Education	1,9	4,5	3,6	3,7	5,7	4,5
R & D	1,0	1,0	1,1	0,7	2,8	2,5

Source : Banque mondiale, *World Development Indicators* (moyennes 1990-2010).

Cette hausse de la productivité est un facteur important, dans la mesure où, selon leur répartition, les gains de productivité permettent de financer potentiellement une hausse du niveau de vie – donc le développement de la consommation de masse –, une baisse de la durée du travail qui a elle-même souvent pour corollaire la création d'emplois, ainsi que des investissements dans l'appareil productif – amélioration de la compétitivité des entreprises. On sait en outre (2) que cette convergence est d'autant plus forte que les pays ont un niveau initial faible de productivité. Dans ce contexte, on regardera avec intérêt les données concernant la hausse de la productivité en Russie sur la décennie 2002-2011 : le tableau ci-dessous indique quelque 50 % de hausse de la productivité en dix ans, soit environ 5 % de hausse annuelle – sur la période 1990-2005, la France présente un taux annuel de hausse de la productivité de 1,20 % (3).

Tableau 3 : croissance de la productivité en Russie (indice 100 = 2002)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble de l'économie	100	107,0	113,9	120,2	129,2	138,9	145,6	139,6	143,9	149,3
Agriculture	100	105,6	108,7	110,6	115,4	121,1	133,3	139,3	125,4	150,4
Pêche	100	102,1	106,5	102,8	104,4	107,8	102,8	109,3	83,5	93,9
Industrie alimentaire	100	109,2	117,2	124,6	128,7	132,6	133,8	145,2	146,0	147,8
Industrie de transformation	100	108,8	119,5	126,6	137,4	148,9	152,7	146,4	158,6	168,0
Energie électrique, gaz et eau	100	103,7	104,4	108,3	110,3	107,6	109,9	105,8	104,7	104,6
Construction	100	105,3	112,5	119,1	137,9	155,6	169,7	160,2	158,0	162,4

Source : Comité fédéral aux statistiques (GKS).

(1) *Cf.* « La croissance chez les grands émergents : convergences et tensions », *Note* (centre d'analyse stratégique des Services du Premier ministre), n° 285, sept. 2012, p. 4.

(2) *Cf.* les travaux de Dani RODRIK 2011.

(3) *Cf.* « La croissance... », *op. cit.*, p. 5.

La notion d'émergence économique s'applique également à des nations – et cela est vrai aussi pour la Russie – qui sont en phase de forte transition économique : de même que la Chine d'aujourd'hui – où les coûts unitaires de travail ont progressé de 25 % en 10 ans – n'est plus la même que la Chine d'il y a 20 ans, exportatrice de produits de grande consommation peu chers (4), de même la Russie, dont la croissance a été très forte entre 1998 et 2008, puis a été brièvement interrompue par la crise financière de 2008, mais qui s'est reprise ensuite, n'est plus la Russie d'autrefois, dont on décrivait la croissance comme invariablement assise sur les cours du pétrole. L'économiste Jacques Sapir montre bien dans une de ses analyses que l'économie russe a commencé à se redresser à partir du 4^e trimestre de 1998, que c'est la dévaluation du rouble qui a redonné sa compétitivité à l'économie russe et que la croissance très significative des années 2000 est peu redevable aux exportations, mais l'est surtout à la demande des ménages : c'est la consommation intérieure et non le prix des hydrocarbures qui a tiré la croissance au début des années 2000, l'évolution du prix des hydrocarbures ne jouant qu'à partir du second semestre 2003. Un analyste de Goldman Sachs estime de son côté que, des 6,85 points de croissance qu'a connus la Russie sur la décennie 1999-2008, ce sont tout au plus 2 points en moyenne qui sont redevables aux revenus des hydrocarbures. En 2011 (cf. le tableau *infra*), le secteur transformation (*manufacturing*) représente 16 % du PNB russe et, si on y ajoute le secteur extractif/minier (10,7 % du PNB) et le secteur *utilities* (production, *trading*, distribution et commercialisation d'électricité et de gaz, ainsi que traitement de l'eau, soit 3,8 % du PNB), on voit que la Russie a un secteur industriel au sens large qui représente 30,5 % de son PNB, ce qui est tout à fait conséquent. En comparaison, la même année, le Brésil a un secteur manufacturier qui représente 14,6 % du PNB, soit 1,6 % de moins que la Russie, tandis que l'ensemble du secteur industriel ((1)+(2)+(3)) compte pour 21,8 % du PNB, soit beaucoup moins que dans le cas russe (5).

Tableau 4 : répartition par secteur des PNB de la Russie et du Brésil (2011)

% of GDP 2011	Agriculture	Mining (1)	Manufacturing (2)	Utilities (3)	Construction	Market services	Non market services (Public sector services)	Total
Russie	4,3 %	10,7 %	16,0 %	3,8 %	6,5 %	44,8 %	14,0 %	100,0 %
Brésil	5,5 %	4,1 %	14,6 %	3,1 %	5,8 %	50,7 %	16,3 %	100,0 %

Ainsi, après dix ans de croissance, la Russie a changé (hausse de l'investissement, modernisation importante d'un outil industriel souvent obsolète) et continue de changer. Reste dans ce contexte, comme pour les

(4) *Ibid.*

(5) Chiffres facilités par GSAM.

autres émergents, la question de la durabilité de sa croissance dans les années à venir. Celle-là s'est située à 3,8 % en 2012, après avoir atteint 4,3 en 2011. Au moment où s'affiche ici et là, crise mondiale aidant, un scepticisme sur le phénomène de l'émergence économique en tant que telle (6), un regard d'ensemble des fondamentaux et des atouts intrinsèques de la Russie concourant à la durabilité de cette croissance paraît utile.

LA RUSSIE, LE PLUS GRAND TERRITOIRE AU MONDE,
A UNE OSSATURE DE PAYS EMERGENT...

Si les quatre BRIC ont des potentialités économiques exceptionnelles, c'est aussi le fait de caractéristiques géographiques (territoire et ressources et/ou population) hors du commun. Alors que la Chine (1,35 milliard d'habitants) et l'Inde (1,21 milliard d'habitants) brillent par leur gigantesque potentiel humain, la Russie s'enorgueillit du territoire national le plus étendu au monde, les trois quarts se situant en Asie, le quart restant en Europe. Ce sont quelques-unes des caractéristiques de ce territoire et de ses données physiques qu'il semble opportun de passer en revue ici à la lumière du concept d'émergence économique.

« *Le premier oppresseur des Russes, c'est le climat* », écrit le marquis de Custine dans une de ses « Lettres » (7). C'est aussi, on s'en doute, ce climat qui fait que les 9/10 de la population russe (142 856 millions d'habitants, selon le recensement 2010) sont établis à l'ouest de l'Oural. Cependant, les choses changent et le changement climatique, s'il persiste – ce qui n'est hélas que trop probable – aura pour la Russie des conséquences très significatives. Comme l'écrit un observateur, Samuel Charap, « *la Russie n'est pas seulement un contributeur majeur (le 3^e en volumes) au réchauffement climatique, elle est et sera aussi spécialement sensible à ses effets* » (8). Retenons en tout cas la tonalité volontariste et positive avec laquelle les Russes – peu engagés dans le combat contre le réchauffement climatique – perçoivent ces changements qu'ils veulent croire bénéfiques : accès facilité aux ressources du sous-sol sibérien après la disparition du permafrost, libération du passage arctique du Nord-Est qui aura pour effet un voyage plus court vers l'Asie, course aux ressources du pôle Nord couverte par la banquise polaire pour l'instant, mais qu'a revendiquées avec éclat la Russie au mois d'août 2007 après que deux bathyscaphes Mir-1 et Mir 2 ont planté des fanions à moins 4 000 mètres à l'aplomb de ce pôle, etc. Un très grand changement s'annonce donc, qui modifiera durablement les conditions dans

(6) Cf. Ruchir SHARMA, « Broken BRICS. Why the rest stopped rising », *Foreign Affairs*, nov.-déc. 2012. L'auteur y résume ainsi son pronostic économique, p. 3 : « *Failure to sustain growth has been the general rule, and that rule is likely to reassert itself in the coming decade* ».

(7) CUSTINE, « Lettre trentième écrite le 18 août 1839 de Troitza ».

(8) Parmi les conséquences négatives pour l'environnement et l'habitat humain : feux de forêts, sécheresses plus nombreuses dans les régions agricoles du Sud, détachements d'icebergs pouvant menacer les plates-formes en mer, mais surtout dégel du permafrost, relâchement dans l'atmosphère de gaz méthane naguère contenu dans des sols et sous-sols rendus dès lors instables.

lesquelles les Russes pourront exploiter leur territoire – en revanche, qu'il s'agisse de la libération du littoral nord de la Russie (qui représente un tiers de l'ensemble du littoral côtier marin de la planète !) ou de l'accès par de tierces parties au plateau continental arctique (9) en mer de Barents, ces évolutions pèseront sur la sécurité nationale de ce pays, beaucoup plus approchable et cernable (sous-marins lanceurs d'engins) par son flanc nord qu'auparavant.

Au titre des atouts majeurs de la Russie, figurent les ressources de son sous-sol, au premier chef desquelles gaz et pétrole, qui sont les deux points forts de l'économie russe. L'extraction de ressources minérales représente d'ailleurs 10,7 % du PNB russe (4,4 % en Chine en 2009, dernier chiffre disponible), et 4,1 % au Brésil en 2011. Des quatre BRIC, c'est donc la Russie qui tire le plus de profits de ses richesses minérales, devançant aussi l'Afrique du Sud, qui en faisait 5,6 % de son PNB en 2008, mais où ce secteur baisse. Pétrole et gaz vont rester pour longtemps des atouts précieux, quoiqu'ils induisent aussi des fragilités. Ils requerront effectivement une gestion optimale.

S'agissant du pétrole, la Russie (1^{er} exportateur mondial devant l'Arabie saoudite depuis septembre 2009) doit intégrer la crise en Europe, qui fait chuter la consommation, donc les cours (du Brent), et sans doute, à un moindre degré, l'arrivée des pétroles de schiste, qui pourraient rendre les Etats-Unis autonomes vers 2015 - 2020 – mais les coûts d'extraction de ces pétroles seront élevés, ce qui renchérira tendanciellement les cours, alors qu'un pétrole cher est un frein à la croissance. A terme, l'Agence internationale de l'énergie prévoit cependant que la demande dans les pays émergents prendra la relève et soutiendra les prix... Le défi pour la Russie – qui a montré sa capacité de réaction et son volontarisme en devenant premier exportateur mondial et en augmentant le volume de ses cours alors qu'on prédisait l'affaissement de sa production – sera donc surtout de réorienter ses exportations – vers l'Asie – et de s'assurer des partenariats étrangers (Total, BP, Exxon, etc.) capables d'apporter les technologies extractives de pointe pour l'accès à des sédiments difficiles. Cette politique du pétrole est forcément vitale pour le n° 1 : on sait qu'elle garantit l'équilibre du budget russe, construit sur un baril à 100-110 dollars (10), notamment *via* une fiscalité forte sur l'exportation des produits énergétiques, gaz et pétrole.

Les autorités russes mettent en œuvre, pour gérer les ressources gazières – les réserves prouvées les plus importantes au monde, avec 44,8 trilliards de m³ –, une politique diplomatique on ne peut plus affûtée, alliant

(9) En revendiquant les 350 milles marins conformément au droit de la mer, la Russie augmenterait sa portion du plateau continental arctique de 1,2 million de km : ce secteur marin, compris entre Mourmansk, Yamal, la Nouvelle-Zemble, est exceptionnellement riche en gaz et en pétrole.

(10) Parmi les nouvelles règles budgétaires, celle prévoyant non pas une estimation du prix du baril, mais son remplacement par son prix moyen sur les cinq dernières années, puis à terme, d'ici 2018, son prix moyen sur les dix dernières années.

persuasion et... manière forte (11). Le négoce du gaz doit compter en effet avec des contraintes lourdes, telles que la disposition de lignes d'évacuation passant par des pays de transit, dont les régimes et leur disposition à négocier peut changer, des clients devant accepter de s'engager sur le long terme (contrats « *take or pay* »), mais naturellement enclins eux-mêmes à diversifier leur approvisionnement pour préserver leur sécurité, sans que pour autant la croissance, c'est-à-dire leur appétit initial à consommer, soit assurée. A ces défis classiques s'ajoutent, pour Gazprom, une nouvelle politique américaine favorable dorénavant aux gaz de schistes, une conjoncture économique en Europe très étale, les attaques de la Commission européenne envers les contrats léonins du géant gazier russe, plus récemment les engagements pris par la Russie au titre de l'OMC de « modérer » ses prix de l'énergie. On remarquera également que la situation existante où Gazprom est propriétaire des gazoducs n'est pas conforme avec le sacro-saint « *unbundling* » de l'Union européenne. Dans ces conditions, la flexibilité et le partenariat – ne pas oublier que North Stream réunit déjà, avec la Russie, quatre autres grands Européens – seront les éléments-clefs de la survie pour Gazprom, qui devra affronter sur son champ de compétence de nouveaux défis : GNL, gaz de schiste, développement des marchés spots en Europe, notamment. Les prix du gaz devraient être haussiers jusqu'en 2014 (12) et se ressentir à partir de 2015 de l'abondance de l'offre et d'un marché moins rigide, où le *trading* se sera développé.

Retenons ici que l'abondance énergétique en Russie est un gage fort de croissance économique pour ce pays, tant il est vrai qu'il existe une corrélation étroite entre prix et/ou accessibilité de l'énergie et croissance, selon ce que montrent de nombreuses études économiques (13).

Un inventaire des ressources et des atouts du territoire russe ne saurait faire l'impasse sur son abondance en ces minéraux stratégiques que sont devenues, du fait de la place croissante des produits technologiques dans la consommation courante, les terres rares. Si la Chine – grâce à la Mongolie intérieure – est le numéro un mondial sur ce secteur, la Russie détiendrait quelque 20 % des réserves mondiales connues. Un gisement de rhénium vient d'être découvert dans les îles Kouriles, riches en d'autres éléments rares. Christophe-Alexandre Paillard (14) relève, dans une étude spécifique récente, que la Russie dispose de 79 % du mercure mondial, de 49 % du vanadium,

(11) Cf. l'explosion suspecte, en avril 2009, du CAC-4, tube reliant le Turkménistan à la Russie, à un moment où Achgabat réclamait un prix d'enlèvement supérieur. Ce gazoduc fut remis en service tardivement (janvier 2010) et le délai mis à profit par les Chinois pour construire très rapidement une liaison Samandepe-Pékin.

(12) Selon l'agence de conseil en stratégie A. T. KEARNEY.

(13) Ainsi, par exemple, le flash économie n° 113 Natexis / Patrick Artus, de février 2012, qui montre qu'une hausse de 1 point du PIB de la partie des importations d'énergie non couverte par les exportations vers les pays exportateurs de pétrole réduit la croissance de 0,4 à 0,5 point par an dans les pays de l'OCDE, sauf en Allemagne qui bénéficie de la qualité de ces produits exportés.

(14) Cf. son article « la question des minerais stratégiques, enjeu majeur de la géo-économie mondiale » in « Géoéconomie », automne 2011.

de 38 % du manganèse, de 22 % du cuivre, de 16 % du béryllium et du niobium, etc.

On n'omettra pas ici de citer la richesse de la Russie en un bien qui deviendra de plus en plus vital : l'eau. Le lac Baïkal est la plus grande réserve en eau douce au monde. Six des plus grands fleuves mondiaux parmi les quinze premiers sont en Russie. Le sommet 2015 des BRICS devrait se tenir à Oufa, capitale d'une république dont le capital « nature » est particulièrement exceptionnel.

La démographie est souvent pointée comme le talon d'Achille de la Russie émergente (15). On a pu dire, à raison, qu'à la fin de l'ère Eltsine la société russe montrait un effondrement démographique sans équivalent dans aucun autre pays en temps de paix... : c'est en effet en 1991 que la courbe des décès, ascendante, croise celle des naissances, descendante, pour former ce que le démographe Anatoly Vichnievski a appelé la « *croix russe* ». Dans la décennie suivante, le solde démographique s'inscrit durablement en négatif aux environs de 700 000 personnes par an. Côté naissances, cette situation résulte de l'addition d'une conjoncture économique extrêmement noire, celle des années Eltsine, avec l'abandon du modèle démographique ancien, soviétique, caractérisé par une famille type de trois enfants, vivant aux côtés des grands-parents, dans le *kommounalka*, l'appartement communautaire, ce, pour faire place à un modèle familial de type ouest-européen, où la natalité est contrainte par le logement individuel et la recherche d'emploi. En 1999, l'indice de fécondité est descendu à 1,16 ; il remonte péniblement à 1,29 en 2005. Vladimir Poutine a compris l'urgence démographique et fait adopter en mai 2006 un plan phare, le *matkapital*, d'assistance au deuxième enfant – ses effets n'interviennent qu'en 2009. Dans les provinces, la mesure est sensible. Elle peut être complétée par celles, parfois substantielles, décidées par des autorités régionales (16), en faveur, par exemple, des mères isolées élevant un enfant. Une mortalité exagérée (espérance de vie masculine de 60,4 ans en 2006, alors qu'elle est, la même année, en France, pour les hommes, de 77,2 ans !) est un défi au moins aussi lourd ; cette mortalité trahit de faibles investissements dans le domaine des soins, l'absence de médecine prophylactique (occurrence des maladies cardio-vasculaires trois fois supérieure au taux européen), mais aussi la prégnance de comportements à risque : conduite au volant, tabagisme et alcoolisme, drogues, SIDA, violences et homicides, etc. Un changement générationnel est à attendre, il prendra du temps – l'espérance de vie masculine est doucement remontée à 64,3 ans en 2011. En tout état de cause, en 2011, année où le solde démographique (hors immigration) a été ramené à – 131 208 (17), il est permis d'espérer une évolution durable dans la bonne direction. La Russie peut également compter sur un solde

(15) Cf., dans cette veine plutôt catastrophiste, « The Dying Bear, Russia's Demographic Disaster » by Nicholas Eberstadt in *Foreign Affairs*, novembre / décembre 2011.

(16) Citons Vologda, Iaroslav, Oulianovsk.

(17) Après – 241 400 en 2010.

migratoire redevenu très positif, en raison à la fois de l'entrée de ressortissants d'Etats d'ex-CEI (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, etc.), fournissant dorénavant quelque 10 % de la main-d'œuvre du pays, mais aussi de migrants économiques venus d'Europe (Allemagne, Ukraine, etc.), attirés par une croissance économique plus élevée en Russie que dans les pays voisins, et du retour au pays, pour l'instant sur une petite échelle, de Russes des diasporas (25 millions sont éligibles), ce, après le lancement, en novembre 2009, par le président Medvedev d'un « programme public d'aide au retour volontaire ».

Certaines études sur les BRIC ont mis en évidence le défi que représentera pour ces pays un vieillissement net de leur population respective, avec des ratios de dépendance démographique élevés à l'horizon 2030. On répondra que la croissance dans les BRIC ne peut que rapprocher, à la longue, ces pays des structures démographiques occidentales, avec notamment l'arrivée d'un nombre important de retraités. C'est aussi le cas en Chine, où la population vieillit et où le ratio de dépendance démographique s'élèvera aussi (18).

En contrepoint et pour ne pas en rester à des considérations quantitatives, il est important de souligner que, de tous les émergents, la Russie est celui où la qualité de l'éducation est la plus élevée, dépassant d'ailleurs à plusieurs égards la moyenne dans l'OCDE (19). Au terme d'une étude GTZ/UNESCO, il apparaît ainsi que, en Russie, un plus grand nombre de jeunes de 19 ans dispose d'un diplôme d'étude supérieur au secondaire, comparativement à la moyenne OCDE (42 % contre 30 %) : cela est dû notamment au système d'enseignement professionnel. L'ensemble de ces considérations ne fait pas mentir ce qu'écrivait sur le vif, il y a quelque 180 ans le « Tocqueville de la Russie » : « *Le spectacle que j'ai dans ce moment sous les yeux me prouve la vérité de ce qu'on m'a toujours dit : c'est que les Russes sont singulièrement adroits et industriels* » (20).

... MAIS DU POINT DE VUE DES OCCIDENTAUX,
UNE « CONDITIONNALITÉ POLITIQUE » ENCORE ÉLEVÉE
HYPOTHÈQUE « L'ÉMERGENCE » RUSSE

A cet égard, la comparaison entre le traitement des émergents Brésil et Russie est instructive. A la mi-2012, les fondamentaux de la Russie seraient sans doute, de l'aveu des experts, plus sains que ceux du Brésil.

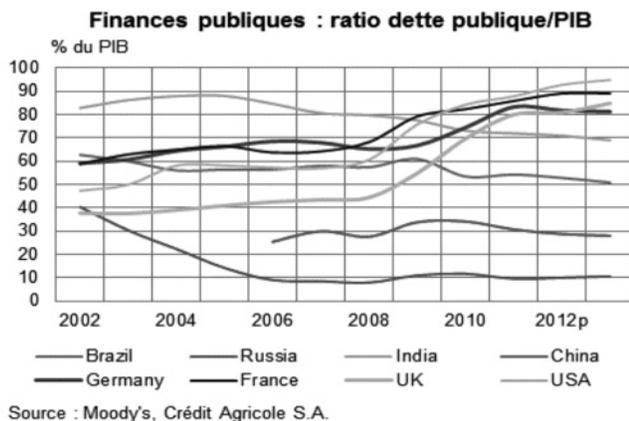
(18) Selon une étude de l'US Census Bureau, citée dans *Eclairages émergents* (apériodique du Crédit agricole), n° 23, nov. 2012, les BRIC auront tous un ratio de dépendance démographique en 2030 compris entre 45 et 54 %. Il faut bien voir cependant que le ratio actuel en France est de 90 % !

(19) Cf. OCDE, *Regards sur l'éducation*, 2010. Ainsi, 54 % de la population russe a fait des études supérieures, contre 31 % en moyenne dans l'OCDE et 26 % dans le G20.

(20) Adolphe Louis DE CUSTINE, « Lettre trente-deuxième », écrite de Yourewetch-Powolskoï, petite ville entre Yaroslaf et Nijni-Novgorod, le 21 août 1839. Plus près de nous, André Markowicz écrit dans *Géo/Histoire*, n° 19 : « *Ce qui est sidérant, ce sont les ressources humaines de ce pays. Avec une histoire qui massacre les élites d'une façon systématique, il existe toujours des gens qui sont des trésors d'humanité* ».

On l'a vu pour ce qui concerne l'épargne (*cf.* le tableau 1) ; on l'a dit, cela est important, pour ce qui a trait au secteur industriel élargi (*cf. supra*) qui, dans le cas russe représente 30,5 % du PNB contre 21,8 % dans le cas du Brésil (chiffres 2011).

Les finances publiques des émergents



Cela est vrai enfin pour ce qui a trait aux finances publiques (*cf.* le graphique *supra*) : avec une dette d'Etat (21) égale à 10 % du PIB (contre 53 % pour le Brésil et 71 % pour l'Inde), la Russie est de loin le mieux placé de tous les pays émergents, cette faible dette autorisant notamment une levée de crédits plus facile sur la scène internationale. Qu'est-ce qui explique donc, dans ces conditions, le *rating* « BBB » des agences de notation internationales (22) ? On pourrait répondre de la manière suivante : des faiblesses institutionnelles, un manque de visibilité sur l'évolution du régime russe, mais aussi sans doute... une méfiance cachée à l'égard de la Russie.

Les carences institutionnelles de la Russie sont connues : il s'agit d'une corruption assez importante, à plusieurs niveaux de la société (23) – corruption qui nuit au climat des affaires –, mais aussi d'une personnalisation du pouvoir, avec notamment une Douma et un Sénat perçus comme des relais de l'exécutif plus que comme des contre-pouvoirs. Une étude actuelle réalisée par une banque française (24) souligne : « *En Russie, le régime est beaucoup trop personnalisé pour persister durablement, le risque "politique" est donc double : incertitude sur la forme de la transition, qui*

(21) La situation de la Russie est également favorable si on considère la dette totale, c'est-à-dire la dette cumulée gouvernementale, celle des entreprises, celle des ménages et celle des institutions financières.

(22) À noter que si, en décembre 2012, la Chine est « AA- », Brésil et Afrique du Sud sont, comme la Russie, « BBB ».

(23) La Russie était classée 143^e sur 183 par Transparency International en 2011, mais a progressé, en passant à la 133^e place, en 2012. La police et les représentants de l'Etat (fonctionnaires) sont désignés par l'opinion publique russe comme les éléments les plus corrompus.

(24) *Cf.* Jean-Louis MARTIN (dir.), « Les BRICs s'effritent-ils ? », *Eclairage émergents, op. cit.*

pourrait être désordonnée, et incertitude encore plus grande sur la stratégie économique du pouvoir qui émergera après une évolution politique ». L'analyse note en bas de page : « *Quel sort pour les oligarques ? très liés pour la plupart au régime actuel, et pour leurs entreprises ? Une seconde "révolution d'octobre" est-elle envisageable ?* »...

Y a-t-il dans cette méfiance à peine cachée une résurgence de la vexation subie avec l'affaire des « emprunts russes », éteinte par l'accord franco-russe, contesté il est vrai, de 1996 ? On sait combien la répudiation par les Bolcheviques, en décembre 1917, d'une dette accumulée à hauteur de 15 milliards de francs-or de l'époque avait frappé négativement les très nombreux épargnants concernés, puis, sur le long terme, l'imaginaire français. On peut se demander cependant si ce n'est pas surtout la réalité d'une Russie forte (25) ou d'une Russie-qui-ne-se-soumet-pas qui irrite, Vladimir Poutine étant perçu alors comme une figure contemporaine de l'intransigeance léniniste...

LE BRIC, UN FORMAT PERMETTANT D'ENGAGER LA CHINE

Les relations entre les Russes et l'Empire du Milieu, puis entre les deux blocs communistes ont toujours capté le regard de l'Occident, celui-là s'interrogeant « sur l'alliance entre le pays le plus étendu et le pays le plus peuplé ». Souvenir du différend frontalier sino-soviétique armé de 1969 aidant, l'Occident, formé à tout lire selon des rapports de force clausewitziens que lui-même est inlassablement enclin à mettre au point, voit des fissures dans l'entente Moscou-Pékin même quand celle-là s'affiche sans nuages. C'est faire l'impasse sur la capacité commune du Mandarin et de l'Aigle russe, par sa tête orientale, à faire prévaloir, parmi toutes leurs vues, celles qui sont communes et, de leurs intérêts croisés ou divergents, ceux qui les rapprochent : « *Russes et Chinois qui, pour se rencontrer, franchissent seulement une frontière commune en ne faisant qu'un pas, s'entendent, doivent s'entendre, et finiront toujours par s'entendre, en voisins. Leur intimité est naturelle, forte, et avec leur caractère débonnaire en quelque sorte inébranlable, ne sont ni assez violents ni assez susceptibles pour se brouiller sérieusement* » (26).

En dépit ou peut-être à cause de l'évidence des disparités ou d'intérêts qui ne se superposent pas (la différence de taille démographique entre les deux pays ; l'émergence économique chinoise sans équivalent, Pékin capitalisant dorénavant (27) 34 % des réserves de change mondiales, la Russie 5 % ; la concurrence objective, sur le plan énergétique

(25) Une analyse qui vaut ce qu'elle vaut, mais confortée par le fait que les figures russes les plus estimés ou les plus populaires à l'Ouest, celles de Eltsine et de Gorbatchev, sont celles qui ont conduit la Russie aux lendemains les plus précaires et de ce fait peu populaires dans ce pays.

(26) Propos du sinologue français Alexandre ULAR, *Un Empire russo-chinois*, Edition P. Juven, Paris, 1902, cité par A. BENNINGSEN, *Russes et Chinois avant 1917*, Flammarion, 1974.

(27) En mars 2012, source FMI.

notamment (28), dans une zone, l'Asie centrale, de l'espace ex-soviétique ; une inclination bien connue de la Chine au mimétisme technologique...), l'association dans le BRIC fait, du point de vue russe, sens. L'ouverture du troisième mandat présidentiel de Vladimir Poutine par une première visite à l'étranger à Pékin en octobre 2011 est à cet égard symbolique ; Moscou partage le sens du cérémonial et des égards entre représentants d'Etat qui, dans la culture chinoise, traduisent l'estime réciproque. Dans cette culture de respect mutuel, la signature de contrats commerciaux non seulement est plus aisée (29), mais est même une conséquence de l'amitié exprimée. Si le domaine énergétique (pétrole et gaz) est actuellement le trait d'union entre les deux émergents – le client chinois comptant de plus en plus face à une Union européenne où la demande est ralentie par la crise –, il se peut bien que, dans la phase d'« apogée » actuelle, s'ajoutent de nouvelles coopérations : en matière de transfert d'armements (30) de la Russie vers la Chine, en matière d'innovations technologiques (31) partagées entre émergents – une coopération technologique qui figurait au point 11 comme un objectif dans la Déclaration de Ekaterinbourg du 1^{er} sommet des BRIC du 16 juin 2009.

Naturellement, Moscou s'associe à l'objectif prioritaire de Pékin qui est celui à la fois de la réforme (représentativité, etc.) des institutions financières internationales, de l'établissement d'un système monétaire international représentatif du poids des émergents et de leurs réserves de change – il s'agit d'accroître le statut de monnaie de réserve internationale de leur devise nationale et, en pratique, du yuan – et de la création d'une banque BRIC de développement (point 13 de la déclaration commune du sommet des BRIC de New Delhi de mars 2012).

Moscou, moins fort économiquement que la Chine, voit en premier lieu dans le BRIC un pôle de revendication pour un monde moins unipolaire.

UNE MANIÈRE D'APPRÉHENDER LE MONDE ET D'INSTIGUER A UN ORDRE INTERNATIONAL MOINS UNIPOLAIRE

Le BRIC n'est pas une « alliance », un traité avec des visées hégémoniques. Du reste, quand on regarde les chiffres, s'il représente dans le format à quatre environ 40 % de la population mondiale, presque le quart du PNB/PPP mondial, il est, avec « seulement » 17 % des dépenses de défense

(28) L'Ouzbékistan vient de se connecter au gazoduc Samandepé-Pékin dans un geste de défiance évident à l'égard de Moscou.

(29) Pour l'observateur, il est ainsi assez peu étonnant que, pour ce qui est des échanges commerciaux avec la Russie, la France, jacobine et interventionniste, soit devancée par l'Allemagne et l'Italie.

(30) Il est significatif que, concomitamment, on reparle de vente de Su-35 à la Chine et que D. Rogozine ait annoncé la signature d'un accord de propriété intellectuelle dans le domaine de l'armement entre la Russie et la Chine.

(31) Le ministre Lavrov a signalé le 15 novembre 2012 que les trois ministres des Affaires étrangères étaient convenus d'un partenariat plus étroit entre centres d'innovations chinois, indien et russe.

mondiales, loin derrière les Etats-Unis, qui représentent 40 % (32) des dépenses de défense planétaires. Selon un autre ratio, les dépenses de défense cumulées des BRIC ne représentent que 42 % de celles des Etats-Unis.

Subjectivement, dans le Concept de politique étrangère de la fédération de Russie (33), la notion de BRIC apparaît assez furtivement, à la rubrique « Emergence d'un nouvel ordre mondial ». L'objectif du chapitre est l'amélioration de la « *gérabilité du monde et de son développement dans le respect du rôle central et coordinateur des Nations Unies* » ; les outils mentionnés sont le G8, la *troïka* Inde-Russie-Chine, le BRIC. A la tribune des Nations Unies, en septembre 2012, S. Lavrov, focalisé sur la Syrie, n'évoque pas l'enceinte BRIC (34), alors qu'il l'avait fait en 2011 (35). L'impression générale est bien que le BRIC ou le BRICS n'est pas, pour les Russes, un nouvel outil conceptuel, mais un outil pratique, un format au service d'un objectif simple, celui de désenclaver les relations internationales de la puissance américaine : le but est d'abord financier – créer une banque de développement usant de prêts échangés en monnaie nationale et réformer les institutions monétaires internationales –, mais il est aussi politique – exprimer une sensibilité commune aux cinq, notamment sur un certain nombre de dossiers de politique étrangère, comme la Libye, la Syrie, l'Iraq, l'Iran, le conflit israélo-palestinien, sensibilité qui mise sur le dialogue et non la poursuite de la Guerre froide après la chute du Mur.

Même si les Russes, qui restent pragmatiques, ne théorisent pas le BRIC, on peut penser que, *de facto*, ce format tire aussi, de leur point de vue, la leçon de l'incapacité de l'Occident à les entendre et à les écouter, à les reconnaître comme partenaires égaux dans un monde post-Guerre froide à reconstruire. De la chute du Mur de Berlin (décembre 1989), à l'occasion de laquelle James Baker avait lancé sur un mode lyrique que ce moment historique allait fournir l'occasion de construire avec l'Est « *un nouvel ordre mondial de Vancouver à Vladivostok* », au sommet BRIC de Ekaterinbourg (2006), s'écoule en effet une décennie et demie durant laquelle les Russes attendent un geste significatif des Occidentaux, geste qui ne vient pas. En échange de nombreuses concessions, inspirées et par l'état de la Russie d'alors et par la « doctrine Sobtchak », ils assistent à l'élargissement de l'OTAN, à l'intervention de l'OTAN au Kosovo, à l'Iraq, à la Libye, à

(32) D'après le SIPRI 2011, les dépenses militaires mondiales s'élèvent à 1 738 milliards de dollars ; les dépenses militaires des Etats-Unis s'élèvent à 711 milliards de dollars, celles de la Chine à 143, celles de la Russie à 71,9, celles de l'Inde à 48,9 et celles du Brésil à 35,4.

(33) De l'année 2000 et révisé depuis. Cf. le site Internet www.un.int/russia/new/mainRoot/koncept.

(34) Quand bien même les cinq se sont réunis en marge de l'Assemblée générale et sont convenus d'une déclaration forte sur la Syrie : cf. la déclaration du 26 septembre 2012, disponible sur le site Internet de l'ambassade de Russie en France.

(35) « *Une contribution significative à la réforme de l'économie et de la finance mondiales est l'œuvre des BRICS, une association de cinq économies en croissance rapide qui reflète la réalité d'un monde en évolution et multipolaire. Le BRICS ne cherche pas la confrontation avec quiconque, son but est le renforcement de la coopération multilatérale pour résoudre les problèmes urgents du monde contemporain* », discours prononcé le 27 septembre 2011.

l'ABM en Pologne et en République tchèque, etc. et n'obtiennent qu'une déclaration purement verbale, celle de l'OSCE à Astana en 2010 appelant à l'avènement d'un « *espace de sécurité commun et indivisible de Vancouver à Vladivostok* » et notant qu'« *aucun Etat membre ne renforcera sa sécurité aux dépens de celle des autres* »...

La mise au point du BRIC, son lancement, correspond donc à l'échec de la période transitoire qui a suivi la chute du Mur de Berlin, traduit une évolution après une attente non comblée. Elle exprime aussi le souhait d'une refondation économique du monde et de ses institutions financières, prend acte, ce faisant, du caractère déterminant des rouages financiers dans le façonnage de la planète. Il s'agit d'impulser une politique économique différente, alternative. La Russie dans le BRIC est une Russie assez peu idéologique, mais une Russie toujours très attachée à l'outil et au moyen de l'action multilatérale.

* *
*

On peut, au terme de cette courte réflexion, poser deux questions : quel avenir pour les BRICS ? quel avenir pour la Russie dans les BRICS ?

S'agissant de l'avenir du BRICS, il réside dans ce que sera la constance de la croissance économique de ses membres. Si chacune de ces économies a, au sein de gigantesques possibilités, ses points faibles à travailler (pour la Chine, l'espace et l'environnement ; pour la Russie, la démographie ; pour l'Inde, la faible efficacité de sa démocratie ; pour le Brésil, une certaine dépendance de l'économie à l'exportation des *commodities* qui s'apparente à un symptôme de « maladie hollandaise »), le potentiel de croissance de ces économies est élevé, ne serait-ce qu'en raison d'un marché domestique bien loin d'être saturé. Dans une note récente (36) et passionnante, l'auteur du concept BRIC, Jim O'Neill note qu'« *en 2011, l'économie chinoise a crû de 1,3 trilliard, créant l'équivalent d'une économie grecque toutes les 11 semaines et demie ou une économie espagnole tous les douze mois* » et, plus loin, qu'« *au premier trimestre 2012, l'économie russe aura été la plus performante des cinq, avec une progression de 4,9 % de son PNB* ». Très récemment, lors du séminaire France-Russie Ubifrance 2012 (37), tenu sous la présidence de Jean-Pierre Chevènement, a été souligné que, sur la période 2010-2012, la Russie a une croissance située entre 3,5 % et 4 %, proche de son potentiel de croissance.

Précisément, s'agissant de la Russie, il est extrêmement frappant de voir la contestation récurrente, ici et là, et de la légitimité de son appartenance aux BRICS – ce club serait réservé à des pays jeunes, peu « considérés » jusqu'ici, qu'il conviendrait de prendre au sérieux par une sorte de rattrapage de considération – et de son émergence économique elle-même, qu'on

(36) « Do the BRICS need replastering ? », point de vue du PDG de GSAM, juin 2012.

(37) Séminaire tenu le 13 décembre 2012.

voudrait voir exclusivement assise sur les cours du pétrole, donc à terme éphémère et au total peu fondée.

Sur le plan économique, citons encore Jim O'Neill dans son évaluation de 2012 : « *L'économie russe, pour mériter le "R" dans les BRICS, devra croître durant la prochaine décennie de 4 à 5 points par an, ce qui signifiera, en dollars, un apport au PNB mondial plus important que celui de la zone euro ; pour ce faire, il lui faut éviter une crise, c'est-à-dire une chute massive de ses revenus pétroliers ; ce qui ne semble pas hors de sa portée, pour peu qu'en même temps elle diversifie son économie, renforce l'état de droit sur son territoire, les garanties légales aux entreprises, et mène à bien ses privatisations de manière transparente* ».

Quant à la légitimité politique de l'appartenance de la Russie aux BRIC, elle nous semble entière. La Russie est aussi un pays jeune : et dans sa civilisation, qu'on associe le démarrage de celle-là au baptême du prince Vladimir, à Ivan IV ou à Pierre le Grand ; et dans ses institutions – après 73 ans de communisme, la « démocratie » russe, qui apprend certes vite, n'a que vingt ans d'existence.

La réalité est que la Russie, encore aujourd'hui, après la fin de la Guerre froide et selon les termes d'un ambassadeur de France, est « *suspecte par définition et en permanence sommée de prouver son innocence* », une attitude de stigmatisation que l'Occident n'applique au demeurant pas à la Chine, courtisée. Les choses sont ainsi : Dostoïevski écrit en 1860-1861 dans *Les Carnets de la maison des morts* que « *le peuple russe n'aime guère faire le coq, courtiser les puissants, qu'ils en soient dignes ou pas, mais que sa caractéristique la plus haute et la plus forte est son sentiment de la justice et sa soif de la justice* ». Il y a, c'est vrai, dans le combat que la Russie souhaite mener avec les BRICS du pragmatisme, mais aussi la recherche de plus de justice internationale.

